

## 4. PROPHÈTES ET PRÉCURSEURS DU PARTI OUVRIER BELGE (1985)

*Le texte ci-dessous était (sous un autre titre : « Les gènes multiples du socialisme ») le premier chapitre du volume collectif, intitulé **Du POB au PS**, que l'Institut Emile Vandervelde publia à l'occasion du centenaire du Parti Socialiste, en 1985. Ce livre de prestige avait été coordonné par Claude Desama. Depuis la rédaction de ces pages consacrées aux socialistes belges avant la fondation du POB en 1885, je rêve de trouver le temps et l'énergie pour approfondir cette problématique sur laquelle je n'ai cessé de me documenter dans l'espoir de produire un jour un complément chronologique (pour le XIXe siècle) à l'indépassable travail de Marcel Liebman sur **Les socialistes belges de 1884 à 1914**.*

### DES PARTIS SOCIALISTES AU PARTI OUVRIER

Le début du processus de formation du P.O.B. pourrait être situé en janvier 1875, au moment de la fondation de la Chambre du Travail, "fédération des sociétés ouvrières bruxelloises", par un des leaders du mouvement ouvrier, César De Paepe, son beau-frère le Communiste français en exil Gustave Bazin et un jeune militant de 19 ans, Louis Bertrand (secrétaire du syndicat des marbriers de Bruxelles). Tous trois sont membres de la section bruxelloise de l'Association Internationale des Travailleurs et regrettent l'absence de contacts entre les quelques associations de métier encore existantes dans la capitale: elles ne sont pas ou plus affiliées à une Internationale divisée et décimée depuis deux, trois ans. La Chambre du Travail obtiendra en un mois l'adhésion des syndicats de marbriers, menuisiers, ébénistes, bijoutiers, cigariers, teinturiers, cordonniers et mécaniciens; plusieurs corporations en revanche refuseront de participer à cette nouvelle fédération parce qu'elles y voient un avatar de l'AIT. S'il est vrai que les animateurs de la Chambre du Travail n'ont pas rompu avec la section bruxelloise de l'Internationale, la majorité de cette dernière est cependant hostile à leur oeuvre qu'elle perçoit comme une concurrence.

Les divergences entre fidèles de l'AIT et tenants de la Chambre du Travail sont en grande partie idéologiques. Les premiers n'ont pas encore rejeté les conceptions anarchistes qui ont primé dans la section belge de l'Internationale depuis 1872 - et concouru à la désertion du mouvement par la masse des travailleurs et nombre de militants, lassés des luttes intestines comme des discours révolutionnaires sans effet immédiat. À l'inverse, le programme de la Chambre du Travail est volontairement éloigné d'un quelconque *credo* doctrinal. Elle entend encourager les sociétés existantes, en susciter d'autres, développer la solidarité entre prolétaires de tous horizons (ce qui est essentiel et nullement acquis), prendre l'initiative "de toutes les réformes pouvant écarter les entraves apportées au travail". Les fondateurs espéraient regrouper toutes les forces ouvrières autour de ce programme minimal et provoquer à terme un réveil socialiste (sans annoncer trop tôt la couleur). Dirigée par des jeunes dont Bertrand est le représentant typique, la nouvelle organisation prend peu à peu le dessus (grâce au concours de De Paepe) et rallie une partie des derniers Internationalistes bruxellois dès 1877 - après des mois de frictions dus au refus des "anciens" d'adopter une démarche neuve.

Un phénomène similaire se produit à Gand à partir de 1875 également, de manière plus nette. Un puissant syndicat de tisserands subsiste dans cette ville, mais l'Internationale y est anéantie. Les promoteurs de la Fédération ouvrière gantoise - entre autres Edmond Van Beveren et, peu après, Edouard Anseele - sont influencés par les doctrines des sociaux-démocrates allemands. Convaincus de la nécessité pour la classe ouvrière de passer à l'action politique, ces socialistes flamands partagent les conceptions du programme adopté en mai 1875 par le jeune Parti Social Démocrate d'Allemagne (qui compte neuf représentants au *Reichstag* depuis un an). En affirmant que les buts poursuivis ("fonder l'Etat libre et la société socialiste ... éliminer toute inégalité sociale et politique") doivent l'être "tout d'abord dans le cadre national", le programme de Gotha - comme le souligna Marx dans une critique célèbre - rompt avec l'internationalisme.

Cette orientation nouvelle du mouvement ouvrier correspond en fait à l'évolution de la situation internationale en Europe, résultat de changements profonds dans plusieurs pays en 1871 (France, Allemagne, Italie notamment). Le recul de l'esprit internationaliste se fait aussi sentir dans d'autres régions comme en Flandre où les socialistes, suivant l'exemple allemand, optent pour la lutte parlementaire et la réalisation de réformes immédiates. Le programme socialdémocrate énumère en effet une série d'objectifs généraux comme bases d'un nouvel ordre social puis diverses revendications transitoires et "minimales": "la plus grande extension possible" des droits politiques, l'impôt unique sur le revenu, le droit illimité de coalition, la réglementation de la durée et des conditions de travail en particulier pour les femmes et les enfants.

Après avoir organisé deux séries de conférences (dont un cours d'économie sociale donné par De Paepe), la Chambre du Travail entre en contact avec les Gantois dès juin 1876 puis à nouveau à l'automne lorsque ces derniers prennent l'initiative d'un pétitionnement au Parlement contre le travail des enfants dans les fabriques; les Bruxellois s'associent alors au mouvement en organisant des meetings. Par contre ce type d'action ne cadre pas avec les vues des éléments plus révolutionnaires, notamment des militants de Verviers - la seule ville où l'Internationale représente encore une force non négligeable. De Paepe défendra le pétitionnement jusque

devant le Congrès trimestriel de la section belge de l'AIT, en octobre 1876 à Anvers; ainsi qu'il l'explique dans une lettre à Benoît Malon, "comme nous sommes résolus à sortir de l'abstentionnisme politique, nous avons cru que ce mouvement pétitionnaire était un premier pas dans cette voie nouvelle, qui serait suivi d'autres plus radicaux". Ce fut en tout cas l'occasion d'une première tentative de réunification des organisations socialistes divisées en partisans et adversaires de l'action politique. Essai prématuré, on va le voir.

Les délégués de soixante-deux sociétés de tout le pays participent le 10 décembre 1876, dans la capitale, à un Congrès consacré au mouvement pétitionnaire et à l'organisation d'une Union ouvrière belge. Ils conviennent à l'unanimité d'adopter un programme et des statuts lors d'une prochaine rencontre à Gand : le représentant de la Fédération verviétoise de l'AIT s'est donc rallié au projet d'union. Mais celle-ci opérera très vite un revirement : dès mars suivant son journal *Le Mirabeau* critique le programme politique en gestation. Début avril à Gand, l'opposition des Verviétois à l'action politique fait encore reporter la rédaction du programme de l'Union; Bertrand propose en vain un compromis refusé par Anseele; ce dernier fait voter par la majorité du Congrès une déclaration selon laquelle "le prolétariat organisé en parti distinct... doit employer tous les moyens politiques tendant à l'émancipation sociale de tous". Dans *Le Mirabeau*, les attaques de la minorité s'accroissent après Gand au point de pousser les Flamands à passer outre: ils fondent à Malines en mai 1877 un Parti Socialiste Flamand. Les Bruxellois créent peu après un Parti Socialiste Brabançon. La rupture avec les restes de l'Internationale est donc consommée.

Outre De Paepe, deux des "chefs historiques" de la section belge de l'AIT figurent parmi les fondateurs du Parti Socialiste Brabançon: Désiré Brismée et Eugène Steens. Le premier s'était prononcé pour le ralliement du prolétariat à l'action politique devant le Congrès socialiste universel de septembre 1877 à Gand. Quant à Steens, il signa avec De Paepe le *Manifeste* du Parti, qui déclarait "qu'il était temps pour les socialistes belges de sortir de leur abstention systématique et de se constituer en parti politique", et faisait appel dans ce but "à tous les socialistes, groupes, associations ou individus, quelle que soit la nuance à laquelle ils se rattachent et quelle que soit la classe de la société à laquelle ils appartiennent". Le programme citait une longue série de réformes politiques, économiques et sociales en soulignant qu'il s'agissait d'étapes vers un nouvel ordre social devant concilier "la plus grande liberté d'action de l'individu avec une appropriation commune des matières premières fournies par le globe".

Les socialistes entendaient utiliser tous les moyens d'action légaux mais proclamaient aussi à la fin de leur *Manifeste* ne pas "répudier à jamais les moyens révolutionnaires". Par cette concession, le nouveau Parti montre qu'il est prêt à accueillir les éléments plus radicaux; de la même manière, il ménage en de nombreux endroits de son programme les libéraux progressistes avec lesquels il pourrait être amené à collaborer. Il affirme enfin que l'engagement politique dans le cadre national ne signifie pas l'abandon de la solidarité internationale. Le compromis est dans le fruit. Mais l'essentiel est ailleurs, bien sûr, dans le ralliement sans ambiguïté à l'action politique, dans l'appel aux classes moyennes et à toutes les tendances socialistes, dans l'éclectisme des objectifs définis et des moyens envisagés.

Le Parti Socialiste Brabançon ne rassemblera ni l'ensemble des ouvriers organisés ni la totalité des militants bruxellois. De nombreuses chapelles révolutionnaires subsisteront en dehors et contre lui dans la capitale. Ainsi une section de l'AIT survivra jusqu'en 1882 (!), réduite à une quinzaine d'hommes qui exclurent De Paepe en avril 1880 (pour son rôle moteur dans le Parti Socialiste). Des groupes plus éphémères existent aussi, comme les "Cercles réunis" organisés dans divers quartiers vers 1880 par le blanquiste Emmanuel Chauvière, la "Ligue collectiviste anarchiste" fondée en 1879 par Laurent Verrycken (que rejoignit Steens) ou encore la "Ligue républicaine socialiste" également animée par Chauvière. Critiquée par ces petits groupes d'extrême gauche, l'action des socialistes bruxellois est aussi boudée par plusieurs importantes associations professionnelles. De longue date, c'est une mentalité corporatiste qui animait ces sociétés de métier dans la petite industrie et l'artisanat; nombre d'entre elles limitaient les adhésions et n'avaient pour objectif que la défense des intérêts matériels de leurs seuls membres; leurs statuts bannissaient les discussions politiques susceptibles de diviser et de déforer le syndicat: l'abstentionnisme politique accompagnait l'égoïsme corporatif. Les plus grandes organisations (celle des typographes par exemple, qui donnait le ton pour beaucoup d'autres) gardèrent leurs distances à l'égard du Parti Socialiste Brabançon. De là sa faiblesse numérique, il compte tout au plus 2.000 membres. Enfin, lorsqu'après plusieurs Congrès communs, les Partis Socialistes du nord et du centre du pays fusionnent en un Parti Socialiste Belge (avril 1879), la nouvelle appellation ne recouvre que très partiellement la réalité: la Wallonie industrielle reste à l'écart, soit que les organisations y sont quasi dissoutes, soit que les groupes subsistants sont isolés ou demeurent partisans des thèses anarchistes comme c'est le cas à Verviers.

Le P.S.B. tentera bien de s'implanter chez les mineurs du Hainaut, fin 1879, à l'occasion d'importantes grèves dans les bassins de Charleroi et du Borinage. Venus de Bruxelles, ses militants incitent les ouvriers à s'organiser, à constituer de solides caisses de résistance avant de se lancer dans des conflits justifiés par la misère mais voués à l'échec par l'impréparation. Mais leur propagande est battue en brèche par le verbalisme révolutionnaire des membres des "Cercles réunis", dont les discours sont plus propres à entraîner la masse que les appels à la discipline du P.S.B. Rendue difficile par les luttes entre factions bruxelloises, la relance socialiste dans la classe ouvrière wallonne sera aussi retardée par la stratégie du P.S.B. Celui-ci accorde alors la priorité à sa campagne pour le suffrage universel. Lancée en décembre 1879, elle voit en février 1880 la création d'un

"Comité central pour le S.U." ouvert aux libéraux progressistes. Des candidats ouvriers (Brismée et Nicolas Coulon notamment) sont présentés aux législatives de juin suivant. Enfin, le Parti organise une manifestation nationale pour le S.U. le 15 août à Bruxelles: c'est un fiasco, moins de 5.000 personnes y prennent part.

Après cet échec qui prouve son isolement du monde ouvrier, le P.S.B. décline rapidement à Bruxelles (son journal, *La Voix de l'Ouvrier*, disparaît en septembre 1881). "État-major sans soldats", les socialistes bruxellois s'épuisent durant les années suivantes dans la poursuite d'alliances avec les libéraux progressistes pour l'obtention d'une réforme électorale - tactique que leurs amis gantois apprécient moins. Il n'empêche que le mouvement révisionniste aboutit en 1883 à la loi sur le "capacitarat" qui octroie le droit de vote (aux communales et aux provinciales) aux hommes sachant lire et écrire.

Les conditions de la lutte ayant changé, les socialistes vont bénéficier de cette modification électorale. Pour les travailleurs, il s'agit maintenant de se préparer à réussir l'examen électoral (lequel n'est pas simple!) et à soutenir en octobre 1884 des candidats ouvriers: des Ligues Ouvrières sont formées à cet effet dans plusieurs communes bruxelloises, par des membres et des non membres du P.S.B. Celui-ci veille alors à éviter une mainmise éventuelle des libéraux progressistes sur l'électorat ouvrier, et c'est pourquoi Bertrand propose dès novembre 1883 la création d'un "vaste parti ouvrier avec un programme commun auquel viendront s'ajouter au fur et à mesure ... d'autres réformes plus profondes, plus radicales". Un premier pas dans cette voie est accompli au printemps 1884 lors du regroupement des divers groupes bruxellois, dont les sections socialistes, dans une "Fédération des Ligues Ouvrières et des Sociétés démocratiques". On est cependant encore loin d'un parti ouvrier national, à moins d'un an de la fondation du P.O.B.

Mais d'autres transformations s'étaient opérées à Bruxelles et en province. L'organisation traditionnelle du travail dans la petite industrie et l'artisanat avait éclaté sous la pression de l'introduction du machinisme, détériorant la condition de ces travailleurs, contribuant à l'éclosion d'une conscience de classe chez ces derniers et les poussant à réorganiser leurs associations. Celles-ci doivent être plus aptes à la grève, et elles tendent à devenir davantage des sociétés de résistance ouvertes à tous les membres de la profession; il leur faut trouver de nouveaux moyens de pression sur le patronat, et elles commencent à prôner l'intervention de l'Etat dans les relations industrielles. En même temps qu'ils comprennent mieux l'existence d'intérêts communs à l'ensemble de la classe ouvrière, ces travailleurs songent donc à influencer la gestion de l'Etat: le ralliement des sociétés de métier à l'action politique se manifeste d'abord dans leur participation croissante aux divers avatars du mouvement révisionniste à partir de 1882 environ. Ainsi la vieille "Association Générale Ouvrière" bruxelloise adhère-t-elle en juillet de cette année à la "Ligue nationale pour la Réforme électorale"; les typographes fondent au même moment au sein de leur association une Ligue ("En Avant") chargée de l'action politique, puis d'autres sociétés les imitent. Ce sont ces ouvriers "politiques" qui collaboreront avec les membres du P.S.B. en 1884.

Un tournant se produit aussi chez les militants verviétois. Longtemps resté un des principaux centres de l'Internationale en Europe et le principal foyer révolutionnaire en Belgique, le mouvement ouvrier verviétois change de cap au début de la décennie, suivant l'évolution de son leader Pierre Fluche. Lassés des discours enflammés et de la préparation du "grand soir", les travailleurs ont déserté les organisations. *Le Mirabeau* a cessé de paraître en mai 1880. Supplantant les éléments les plus durs, Fluche et quelques compagnons en rupture de leurs anciennes convictions fondent avec de nouveaux venus une Ligue politique en 1881, publie l'année suivante un journal (*La Sentinelle*) qui devient l'organe francophone du P.S.B., reconstituent les syndicats de tisserands et de métallurgistes, enfin créent une boulangerie coopérative - à l'exemple du fameux "Voortuit" gantois (1881) et de la "Boulangerie ouvrière" de Bruxelles (1882). Les Verviétois entrent "avec enthousiasme" dans les luttes électorales en octobre 1884 en présentant deux candidats ouvriers sur une liste progressiste.

À l'autre bout de la Wallonie, une partie des organisations est réactivée à l'occasion de la grève des mineurs borains en mars 1885; ceux-ci protestent contre une baisse des salaires due à une dépression économique alors générale dans le pays. Encore une fois, les militants du P.S.B. soutiennent le mouvement tout en propageant leurs idées, mais surtout la solidarité ouvrière se manifeste concrètement dans l'envoi de plusieurs wagons de pains aux grévistes par les coopératives socialistes de Flandre surtout, de Bruxelles et de Verviers; s'il n'empêcha pas l'échec de la grève, ce geste fit comprendre aux mineurs, plus que bien des discours, les avantages de la solidarité nationale.

Le Congrès de fondation du P.O.B. réunit donc des hommes et des groupes de nuances diverses, dont les divergences présentes reflètent les passés différents. Des mineurs hennuyers à peine sortis de leur isolement et dépourvus de véritable tradition d'organisation; des socialistes flamands imprégnés des doctrines sociales-démocrates allemandes; des associations de métier ralliées de fraîche date à l'action politique mais pas nécessairement au socialisme; des vétérans de l'Internationale jadis partisans de l'abstentionnisme politique ... Il n'y a pourtant plus de réticences sur la question de l'action politique. C'est le nom du nouveau parti qui préoccupe le plus les délégués, car c'est autour de ce choix que s'affrontent les options idéologiques et tactiques. Pour les Gantois (qui abritent la direction du P.S.B. depuis sa formation en 1879), il n'est même pas nécessaire de créer un organisme neuf, il suffit aux groupes d'adhérer au Parti Socialiste Belge existant. Les Bruxellois par contre souhaitent l'abandon de l'étiquette "socialiste" puisque la masse des travailleurs n'est pas encore convertie à la chose, et que le mot seul en effraye beaucoup. Jean Volders (délégué de la "Générale

Ouvrière") et De Paepe (toujours souple et conciliant) plaident pour que "les socialistes fassent une concession". Bertrand, parlant au nom de la Ligue Ouvrière de Bruxelles, se montre particulièrement pragmatique : évitant de parler de "socialisme", il propose une organisation basée sur les syndicats de métier et dotée d'un programme minimum acceptable par tous ("un meilleur salaire, une diminution de la journée de travail et le suffrage universel").

Les Gantois céderont aux arguments tactiques, dans une réunion séparée qu'ils tiennent le soir du 5 avril : le lendemain, Bertrand peut annoncer la fondation du Parti Ouvrier Belge. Une étape décisive est franchie dans l'organisation de la classe ouvrière du pays. Ces jeunes militants qui ont nom Anseele, Bertrand, Volders ... en sont les principaux artisans. Mais parmi les premiers membres du P.O.B. figureront aussi nombre d'anciens animateurs de l'AIT, tels Van Beveren (Gand), Coenen (Anvers), Fluche (Verviers), Herman (Liège), Brismée, De Paepe, Verrycken (Bruxelles). . . Pendant des décennies, ces hommes et les militants plus obscurs de la première Internationale seront considérés au sein du P.O.B. avec le respect du aux pionniers. C'est que, dix ans avant les tentatives de réorganisation du socialisme belge effectuées pour l'essentiel à l'écart de la Wallonie, le mouvement ouvrier avait connu, dans le sud du pays autant sinon plus qu'ailleurs, un premier élan aux conséquences multiples et durables pour l'avenir.

## L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

C'est à Londres qu'avait été fondée en septembre 1864 l'AIT, avec pour objectif de regrouper et coordonner l'action de toutes les sociétés ouvrières du monde. La société "Le Peuple" de Bruxelles publia dans son journal *La Tribune du Peuple* les statuts provisoires de l'AIT en août 1865; une section de celle-ci avait été constituée le mois précédent dans la capitale par des membres du "Peuple", d'une association rationaliste ("Les Solidaires") et quelques bourgeois du groupe "La Liberté". L'AIT stagna totalement en Belgique jusqu'à l'hiver 1867. Puis tout va aller très vite. En quelques mois, l'Internationale obtient un succès remarquable dans tout le pays. Pour plusieurs raisons. Economiques : après un prodigieux essor dans les cinq années précédentes, la production ralentit en 1867, le chômage croît, les salaires régressent ou en tout cas ne suivent pas la hausse des prix; le mécontentement grandit. Sociales: le pays est devenu à prépondérance industrielle, les générations ouvrières ont mûri, une conscience de classe commence à poindre dans une fraction de l'artisanat moyen. Politiques: le ministère libéral au pouvoir depuis dix ans est contesté sur sa gauche par des éléments radicaux prêts à devenir des "compagnons de route" du mouvement ouvrier, et le pouvoir lui-même met le feu aux poudres de l'agitation sociale et politique par une loi augmentant le nombre des recrues pour l'armée.

À l'occasion de la vague de meetings antimilitaristes, des contacts se nouent entre les Internationalistes bruxellois et des groupes d'Anvers (la "Ligue du Peuple" devient section de l'AIT en mars 1868), de Verviers ("Les Francs Ouvriers" adhèrent à l'Internationale en avril), de Liège (il s'y reconstitue une section en mai 1868). L'Internationale pénètre peu après en Hainaut, à l'occasion d'une grève dans le bassin de Charleroi : les salaires y avaient été diminués deux fois en quatre mois. Le 24 mars 1868, les mineurs cessent le travail. La grève dégénère très vite en émeute, l'armée abat dix manifestants, le 26, près du puits l'Epine, et vingt-deux ouvriers sont renvoyés aux Assises. Les socialistes bruxellois constituent un comité de défense et engagent des avocats (dont le jeune Paul Janson) qui obtiendront, en août, l'acquittement des accusés. Surtout, la section bruxelloise de l'AIT profite de l'effervescence pour organiser une impressionnante série de meetings dans tout le Hainaut. Des dizaines de sections sont formées au cours de cette vaste campagne de propagande, quarante-deux dans le seul bassin de Charleroi où ont lieu près de cent vingt meetings en 1868 (une quinzaine sont également organisés dans le Borinage, mais le Centre n'est touché qu'en février 1869). La percée de l'Internationale en Wallonie devient réalité au cours de ces deux années pendant lesquelles l'AIT donne près de sept cents meetings (!) dans le sud du pays.

La cellule de base de l'AIT, c'est la section locale, groupant les travailleurs d'une même commune. Dans le courant de 1869, les sections wallonnes forment huit fédérations géographiques. Celle du Borinage ne comptera que deux ou trois sections, les cinq autres de la région adhérant à une "Fédération boraine" dissidente sous la houlette de Charles Coudroy (opposé aux dirigeants bruxellois de l'AIT). Les groupes du bassin de Charleroi sont répartis entre quatre fédérations, vu leur nombre, peu après la création d'une fédération liégeoise (le 12 mars, par quatre sections). A l'est, la fédération verwiétoise (dite "de la Vallée de la Vesdre") est fondée en juillet par onze sections locales. La région du Centre ne constitue sa fédération qu'en avril 1870 (dix puis quatorze sections). La fédération est une institution wallonne: en Flandre, où il n'existe alors des sections qu'à Gand, Anvers et Bruges, une seule fédération sera mise en place (en 1872 seulement), pour la région anversoise lors de la formation d'une section à Merksem. Les fédérations organisent des Congrès trimestriels et désignent des délégués aux Congrès semestriels de la section belge, qui est elle-même représentée aux Congrès internationaux annuels. Outre les sections locales, font aussi partie de l'Internationale des sociétés de résistance (syndicats professionnels), des coopératives de consommation, des caisses de prévoyance (mutuelles). Au niveau national, la coordination de l'action est confiée aux seize membres d'un Conseil belge qui sera bruxellois jusqu'en 1873; régulièrement réélu en bloc dès 1868, il a pour secrétaire général Eugène Hins et pour secrétaire extérieur (correspondant avec Londres) César De Paepe, deux beaux-fils de Désiré Brismée.

À tous égards, l'Internationale est hétérogène. À Bruxelles, où les principaux dirigeants jouent tous un rôle national ou international, la section ne parvient pas à attirer la totalité des associations de métier préexistantes ni à rassembler la masse artisanale en un tout organisé. Repoussant ses avances, les syndicats des professions très qualifiées et encore bien protégées (comme les bijoutiers ou les typographes) mènent leur existence propre, en dehors de l'Internationale; celle-ci recrute plus aisément dans l'artisanat moyen (menuisiers et cordonniers par exemple). À Gand également, une importante fraction des tisserands déjà organisés se tient à l'écart de l'AIT. Situation différente à Verviers par contre, où tous les secteurs industriels sont représentés dans la fédération, aucun organisme n'existant en dehors d'elle. Dans cette région (comme à Liège, mais le mouvement y est moins important), les Internationalistes ne sont pas dépendants des Bruxellois, au contraire; leur journal *Le Mirabeau* devient vite un des principaux organes de l'AIT et les militants verviétois joueront un rôle moteur dans l'évolution de l'Association. Les fédérations du Hainaut en revanche ne sont guère autonomes; le socialisme a été importé dans cette province par les orateurs bruxellois et les sections continuent à compter sur ces derniers pour leur propagande (c'est particulièrement vrai dans le Borinage); aucune personnalité de premier plan n'y sortira alors de la masse des mineurs. D'autres différences enfin résident dans les divergences idéologiques entre les divers noyaux de l'Internationale, et dans certains cas au sein de ceux-ci.

Dans une partie du Borinage, c'est un discours plus proche du radicalisme progressiste que du socialisme qui est tenu aux travailleurs par Coudroy, l'animateur de l'éphémère "Fédération boraine". A Verviers, plusieurs membres de la fédération (dont Fluche) rechercheront en 1870 un dialogue avec le patronat local au cours de "Réunions ouvrières" dont le principe est critiqué dans *Le Mirabeau* par les plus extrémistes (tels Emile Piette). Dans la capitale, quelques vieux militants forment en avril 1869 une "branche révolutionnaire" de l'AIT: la section "Les Affranchis", présidée par Jan Pellerin (alors sur la brèche depuis plus de trente ans), secondé notamment par Victor Delesalle (rédacteur de *L'Espoir* de Renaix en 1848), Prosper Esselens (condamné à mort en 1849 pour sa participation au mouvement démocratique), Nicolas Coulon (démocrate actif, avec Pellerin, depuis 1836). Leur journal *La nouvelle Tribune du Peuple* polémique avec *L'Internationale* édité par la section bruxelloise. Au sein du Conseil belge, un Hins, proudhonien, représente la tendance mutualiste; il s'oppose à la collectivisation du sol (adoptée par le Congrès de Bâle de 1869) - alors qu'un De Paepe s'est fait le champion de la thèse collectiviste. Avec Steens et Verrycken, le même Hins est partisan de la décentralisation de l'AIT - à laquelle De Paepe ne se ralliera qu'avec réserve.

En fait, il n'y a pas de cohésion doctrinale au sein de l'Internationale en Belgique (comme ailleurs et plus qu'ailleurs peut-être), mais de multiples courants entre lesquels les frontières sont d'autant plus floues que les conceptions des leaders évoluent au fil des ans, sous l'influence des lectures, des rencontres et des leçons de la pratique militante. Le cas de César De Paepe est exemplaire à cet égard, mais exposer son itinéraire intellectuel risquerait de réduire ce bouillonnement que fut l'Internationale au rôle et réflexions d'un seul homme - même s'il est indéniable que celui-ci tint alors dans le mouvement ouvrier belge une position clé tant par l'importance de son action (y compris au niveau international) que par le caractère "typique" de sa pensée théorique, l'une et l'autre marquées par un souci de conciliation pragmatique.

Parce que les débats au sein de la gauche, depuis plus d'un siècle, ne sont d'une certaine manière que les avatars des querelles idéologiques de cette époque, il peut être utile de rappeler les questions disputées dans les Congrès de l'AIT et, sommairement, les attitudes à leur endroit. Deux problèmes essentiels les résument: la collectivisation de la propriété et la nature de l'Etat socialiste futur, à quoi sont intimement liés le choix des moyens d'action du mouvement ouvrier et la structure de son organisation interne. Les proudhoniens sont favorables au maintien de la petite propriété individuelle, ils croient en l'efficacité des sociétés mutualistes et prônent une organisation fédérative pour la société future et pour l'Internationale qui doit la préfigurer. Une autre tendance anarchiste, celle de Bakounine, est d'accord avec les marxistes pour la collectivisation de toute l'économie mais à ce point adversaire de l'Etat centralisé qu'elle vise sa destruction immédiate pour le remplacer par une organisation fédéraliste : toutes les forces doivent être consacrées à la préparation de la révolution (ce qui impliquera même, un temps, la condamnation des grèves partielles). Quant aux marxistes, également collectivistes, ils estiment au contraire indispensable le maintien de l'Etat pendant la "phase de construction" de la société future et souhaitent un mouvement adapté à la conquête de cet Etat, c'est-à-dire centralisé et engagé dans l'action politique.

Les socialistes belges seront influencés par ces trois courants, mais leur pensée est aussi empreinte des théories de Colins, dont le système tentait de concilier la collectivisation du sol avec la libre concurrence et la propriété individuelle, dans un ordre social "rationnel". Les Internationalistes belges sont fort proudhoniens au début, mais ils seront amenés à réviser leurs conceptions pendant la période d'essor du mouvement. Ainsi, alors qu'ils les trouvaient inutiles et parfois néfastes, ils ont l'occasion en 1868-69 de constater la valeur des grèves comme armes de la lutte ouvrière. Aux Congrès internationaux de Lausanne, Bruxelles et Bâle, ils défendront avec succès la collectivisation du sol. Mais les moyens qu'ils préconisent pour y parvenir n'ont pas le caractère politique des thèses marxistes. Une autre différence entre ces dernières et la pensée des socialistes belges apparaîtra lors des discussions (plus tardives) sur la nature de l'Etat futur: comme les bakouniniens, la majorité des collectivistes belges reste attachée aux principes autonomistes et opposée à l'Etat centralisé; elle adopte la même attitude à propos de l'organisation de l'AIT, mise en question par Bakounine dès 1868. Dans un souci unitaire, De Paepe refusera de prendre nettement parti dans cette querelle: comme l'ensemble de sa pensée et de sa pratique, il se situe alors "entre Marx et Bakounine".

Cela dit du théoricien de la section belge, qu'en était-il de ses troupes ? Il est fort probable sinon certain que dans les diverses régions du pays la masse des ouvriers membres de l'AIT ne comprenait rien aux divergences idéologiques et aux dissensions qu'elles allaient entraîner; les polémiques théoriques ne touchaient guère la vie des sections locales; seuls les problèmes pratiques - mais l'organisation interne de l'Internationale en sera un de taille - pouvaient intéresser les militants "de base", exceptés quelques leaders nourris d'écrits doctrinaux et habitués des Congrès.

Le conflit entre Marx et Bakounine autour de la structure de l'AIT s'était accentué dès la fondation par le second, en 1868, de "l'Alliance internationale de la démocratie"; il avait pris un caractère ouvert au Congrès de Bâle l'année suivante. A ce moment déjà, un courant autonomiste se manifeste au sein de la section belge (exprimé par les travailleurs de Seraing notamment). Certes, les délégués belges à la Conférence de Londres en septembre 1871 se rallient à la condamnation de l'Alliance et de toutes les "sectes" par le Conseil général de l'AIT, mais ils sont désavoués au Congrès belge de décembre suivant: on y déclare que "l'Internationale n'est et n'a jamais été qu'un groupement de fédérations *complètement autonomes*", que le Conseil général ne doit être "qu'un centre de correspondance et de renseignements", on y prévoit de modifier les statuts de l'AIT dans ce sens. En juillet 1872, un autre Congrès belge adopte un projet restreignant les pouvoirs du Conseil général: la tendance de la majorité de la section belge ne fait plus de doute. Deux mois plus tard, le Congrès international de La Haye consacre la scission définitive de l'AIT (et la fin de l'unité ouvrière internationale, jusqu'à nos jours) en votant les pleins pouvoirs au Conseil général et l'exclusion des bakouniniens: les Belges présents (De Paepe n'a pas voulu en être) votent avec la minorité; comme plusieurs autres délégations ils refusent ensuite de se rallier à la majorité. L'AIT est divisée désormais en une branche "marxiste" et une autre "fédéraliste". La section belge appartient à la seconde; son rapprochement avec les anarchistes correspond à une mentalité ouvrière soucieuse de conserver jalousement l'autonomie de ses organisations, tant à l'égard d'une direction nationale qu'internationale d'ailleurs.

En effet, sous l'impulsion notamment des Vervétois, les Internationalistes belges vont démanteler leurs propres organes de direction: le Conseil belge est réduit "au rôle de boîte aux lettres" et son transfert à Verviers (dans la citadelle des autonomistes!) est décidé fin 1873; *Le Mirabeau* devient l'organe officiel de la section belge. La décentralisation sans frein laisse les groupes locaux livrés à eux-mêmes: beaucoup étant pauvres en militants de valeur, s'épuisent rapidement et disparaissent, désertés par des travailleurs découragés. L'AIT fédéraliste ne survit que dans quelques noyaux plus ou moins révolutionnaires qui se disputeront dès que se fera jour, au milieu de la décennie, une réaction contre les excès des thèses autonomistes. Si des De Paepe, Brismée, Steens, Verrycken sont encore membres de la section bruxelloise jusqu'au début des années 1880, leur présence aux réunions de ce groupuscule ne les empêche pas de collaborer à d'autres organismes soit franchement anarchistes, soit au contraire ouvertement favorables aux principes sociaux-démocrates. De même à Anvers, où siège le Conseil belge en 1875-76, son secrétaire général Philippe Coenen néglige ses fonctions et participe en revanche à la fondation du Parti Socialiste Flamand. Verviers reste jusqu'à la fin de la décennie le cœur révolutionnaire en Belgique. L'AIT y est encore active jusque vers 1877; après, là aussi, les éléments plus modérés reprendront le dessus, les quelques membres du cercle "L'Étincelle" poursuivant seuls la propagande anarchiste.

L'apogée de l'Internationale en Belgique se situe dans les années 1871-72, pendant qu'a lieu le lent processus vers la scission. En dépit des difficultés psychologiques nées de la défaite de la Commune de Paris et des querelles idéologiques croissantes, l'AIT continue alors de progresser, en Belgique surtout de manière remarquable grâce à un boom économique - la crise de 1873 endigua cet essor et contribua, avec les orientations nouvelles de la section belge, au déclin de celle-ci. Mais les années précédentes avaient été celles d'une renaissance du mouvement (après un piétinement en 1870), sur un plan plus syndical que politique toutefois. Beaucoup de sociétés ouvrières restées jusque-là à l'écart s'affilièrent à l'Association, un mouvement de grève générale dans la construction mécanique (parti de Verviers, en solidarité avec les métallurgistes de Newcastle en Angleterre) aboutit à une réduction de la journée de travail en 1871, de longues grèves victorieuses se produisent dans d'autres secteurs. Certes, l'Internationale n'est pas l'instigatrice de tous ces mouvements, mais ses militants les stimulent, sa presse les appuie. Elle bénéficie d'ailleurs à l'époque du soutien actif de bon nombre des quinze cents Communards exilés dans le pays, la plupart à Bruxelles: par leur influence notamment au sein du "Cercle populaire" (qui tente d'entraîner les sociétés de résistance dans la voie du syndicalisme révolutionnaire), par leur présence au sein des groupes anarchistes wallons, par leurs relations avec tous les animateurs du mouvement ouvrier belge, les proscrits français jouèrent alors un rôle très important dans l'évolution de celui-ci.

Si l'Internationale déclina dès 1873 (à Bruxelles, il ne reste aucune association de métier affiliée en 1874; à Charleroi, les quatre fédérations ont dû fusionner en 1872 déjà), ce fut certes en raison de ses divisions internes, de la persistance des multiples courants que le Conseil général n'avait pu vaincre, de la mentalité pragmatique et particulariste des travailleurs à laquelle il était prématuré d'espérer substituer une pensée dogmatique et centralisatrice. Mais le manque de maturité politique et syndicale du monde ouvrier est aussi en cause: dès qu'il subit la longue période de dépression économique (baisses de salaire et pertes d'emplois en l'absence de toute protection sociale), l'ouvrier défend prioritairement son travail, abandonne son syndicat et la section de l'AIT, persuadé que l'un et l'autre ainsi que les années de privations et de luttes n'ont servi à rien.

Il faut souligner à ce propos que l'appartenance à l'Internationale avait été pour beaucoup de travailleurs très temporaire: on se laisse inscrire à la fin d'un meeting mais sans s'impliquer davantage, on adhère à l'occasion d'un conflit mais pour quitter le groupe une fois la grève achevée, on retire ses quelques francs de cotisation dès que les besoins du ménage l'exigent ... Les estimations des effectifs de l'Internationale, quand elles ne sont pas fantaisistes ou exagérées, ne rendent donc compte que partiellement de la réalité. À titre indicatif, on notera qu'en mars 1869 les sections locales existantes ont chacune entre 100 et 300 cotisants, celle de Bruxelles environ 1.500 associés, la section belge peut-être 10.000 membres. Au total des cinq années de grande activité de l'AIT (1868-1872), il est possible que 70.000 ouvriers aient, à un moment ou l'autre mais pas simultanément ni longtemps, adhéré à l'organisation. De là à évaluer l'effectif maximum qu'elle atteignit à son apogée ...

En dépit de sa relative fugacité et de ses faiblesses, l'Internationale eut des effets primordiaux pour l'évolution du socialisme belge. On apprit alors à préparer une grève (l'attitude de l'AIT en la matière fut toujours d'inculquer autant que possible des notions de discipline et de tactique, de freiner les mouvements inconsidérés), on perçut les possibilités d'un vaste mouvement concerté (lutte des mécaniciens par exemple). Même superficiellement, des notions de socialisme et d'organisation pénétrèrent chez les travailleurs de la quasi-totalité des grands secteurs industriels. Bien sûr, les Internationalistes bruxellois ne purent mettre fin à l'égoïsme des vieilles sociétés de métier et encore moins les rallier à un projet politique, mais le grain jeté allait germer. Partout en Wallonie, de nombreuses grèves prouvent que les masses ouvrières sortirent alors de leur passivité. Surtout, cette première grande tentative d'organisation des prolétaires, sorte de "répétition générale", fut l'occasion de confrontations idéologiques *sur le terrain de la pratique* et plus encore la rencontre *concrète* à grande échelle entre le mouvement social et le mouvement démocratique.

Essentiellement bourgeois (et artisanal), ce dernier existait en Wallonie et à Bruxelles depuis les années '30, il s'était manifesté avec vigueur en 1848 et n'avait cessé ensuite de poursuivre une transformation sociale - mais sans entrer en contact avec le prolétariat industriel. A une époque où les révoltes ouvrières étaient l'exception, les animateurs de ce mouvement furent les premiers prophètes et précurseurs du socialisme belge.

## MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET SURSAUTS OUVRIERS

Pendant les premières années de l'indépendance, l'évolution des idées socialistes en Belgique est le fruit d'influences étrangères surtout, françaises d'abord. C'est l'époque où des penseurs élaborent des systèmes que l'on baptisera plus tard "utopies". Ce sont, dès 1831 et en 1834, les disciples français de Saint-Simon qui exposent au cours de deux missions les principes de la religion saint-simonienne. C'est, à la même époque, l'activité encore mal connue des sociétés secrètes créées par le vieux conspirateur français Buonarrotti. C'est ensuite Victor Considérant qui présente les théories fouriéristes au cours de plusieurs séjours en Belgique à partir de 1838 ... Ami et complice de Babeuf, Buonarrotti avait publié à Bruxelles en 1828 une histoire de la *Conspiration pour l'Égalité* : au cours de cet épisode de la Révolution française (1796), l'idée communiste s'était manifestée pour la première fois comme force politique; en inscrivant le babouvisme comme un chaînon dans l'évolution de la pensée socialiste, l'ouvrage de Buonarrotti imprégna les plus radicaux des révolutionnaires de 1830. Ainsi en Belgique Louis De Potter (doyen d'âge du Gouvernement provisoire, jadis collaborateur de l'édition de la *Conspiration*) et les frères Alexandre et Félix Delhasse.

N'ayant pu faire triompher les thèses de Buonarrotti (établissement d'un pouvoir populaire et révolutionnaire), De Potter se retira de l'Exécutif belge dès la fin octobre 1830 et s'exila à Paris. Les frères Delhasse, Lucien Jottrand, le professeur Altmeyer, le général Mellinet - l'équipe bruxelloise des rédacteurs du *Radical* à partir de 1837 - sont affiliés (plus ou moins sûrement selon le cas) aux sociétés secrètes babouvistes, tout comme à Liège les frères Bayet, animateurs de *L'Espoir* (1835). Ces hommes seront aussi sensibles aux doctrines de Saint-Simon, l'inspirateur de la plupart des socialistes de cette génération : exaltation du progrès industriel mis au service de la désaliénation des classes laborieuses, conception scientifique de l'évolution humaine. Si un chrétien démocrate et républicain comme Adolphe Barthels y resta fidèle, la majorité des intellectuels radicaux leur préféreront cependant par la suite les idées de Fourier : conscient de la misère du prolétariat, ce dernier proposait pour passer à une organisation sociale idéale non la révolution populaire ou l'action politique mais l'établissement de "phalanstères", associations communautaires qu'adopteraient progressivement tous les peuples. Ces doctrines sont diffusées, entre autres, par *Le Débat social* (1844), "démocratique depuis le titre jusqu'à la dernière ligne", dirigé par Félix Delhasse puis Jottrand.

Il n'est pas question d'une pénétration de la pensée des présocialistes français dans le prolétariat industriel, qui naît à peine dans une société encore surtout agraire et artisanale. Dans le monde des artisans, les corporations dissoutes lors de la Révolution française se sont plus ou moins reconstituées sous la forme de mutualités tolérées par le pouvoir : elles visent souvent à défendre le monopole professionnel et regroupent fréquemment patrons et ouvriers. Ce n'est qu'à partir du milieu du siècle, la mécanisation modifiant les conditions de travail et d'existence, qu'une évolution fort lente se produira au sein de ces organismes. Auparavant, il n'est guère concevable qu'elles soient perméables aux idées révolutionnaires. Exceptés quelques individualités marquantes, les thèses des Égalitaires, de Saint-Simon et de Fourier n'ont atteint qu'un terrain bourgeois.

Il en est de même de l'influence allemande sur les radicaux belges à partir de 1845 environ. Le jeune Marx, bientôt rejoint par Engels, s'installe alors à Bruxelles; ils y retrouvent de nombreux exilés allemands et c'est dans la capitale qu'ils élaborent le *Manifeste communiste*, avec la collaboration active de l'avocat Victor Tédesco. Outre ce dernier, les proscrits allemands nouent des contacts avec d'autres démocrates belges, tel le fonctionnaire Philippe Gigot. Une section bruxelloise de la "Ligue des Communistes" est créée en août 1847 et fin septembre se constitue l'Association démocratique. Elle regroupe tout ce que la capitale compte de militants décidés à diffuser les idées progressistes: trente Belges (dont Jottrand, Tédesco, Gigot, Jacob Kats, Jan Pellerin) et trente-trois étrangers, surtout Allemands (Marx est élu vice-président) mais aussi Français, Polonais, Hollandais; le Russe Michel Bakounine est inscrit fin 1847. La société tiendra de nombreuses réunions jusqu'en mars 1848 mais ne survivra pas à la répression qui suit les événements de France: ses membres étrangers seront expulsés, plusieurs des animateurs belges emprisonnés sous des inculpations diverses. Il reste que par la qualité de ses membres, l'Association démocratique fut "un éblouissant météore ... une étonnante conjonction dont on a peu d'exemples dans l'histoire des idées" (F. Sartorius).

À côté des nombreux intellectuels, beaucoup d'artisans figurent dans cette poignée de précurseurs. La plupart ont déjà un long passé de militant. Ainsi Kats, autodidacte, qui avait commencé à agir dans les années '30, participant à une société secrète, fondant le journal ouvrier *Den Waren Volksvriend* et surtout organisant pendant des années quantité de meetings qui le firent connaître du peuple. Le bottier Jan Pellerin, qui dirigea la société populaire "Agneessens", fut le collaborateur de toutes ses activités. Les deux agitateurs s'adressaient en flamand aux artisans et ouvriers bruxellois, dans un langage direct mêlant revendications linguistiques et sociales. Ils côtoyèrent dans l'Association démocratique quelques petits patrons révoltés par le système et sinon partisans d'un bouleversement social au moins vraiment soucieux d'améliorer le sort du prolétariat - ainsi le maître-tailleur Jean-Nicolas Collard.

Des groupes démocratiques, aussi hétérogènes d'ailleurs, existent également en province. Ce sont, par exemple, les professeurs Goffin et Humblet, le baron De Steiger et le maître-teinturier Mottet qui créent à Verviers en mai 1848 la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme: ici comme en bien d'autres endroits, le mouvement présocialiste est issu de l'opposition des libéraux radicaux au gouvernement doctrinaire, la révolution française de février jouant un rôle accélérateur dans la rupture avec le libéralisme et l'affirmation des principes républicains. Ce sont à Liège quatre groupes socialisants qui naissent dans le courant de 1848, publiant à partir de juillet *L'Ouvrier* et en février 1849 un autre hebdomadaire, *Le Peuple*, animé par le rentier Prosper Esselens. C'est à Gand l'avocat Spilthoorn qui préside en janvier 1848 à la fondation d'une branche de l'Association démocratique et jette les bases du journal *Artevelde* en juin suivant ...

Cette floraison de clubs républicains et de journaux populaires dans les centres urbains est caractéristique des années 1848-49, qui voient aussi la publication à Liège du *Catéchisme des Prolétaires* de Tédesco (qui met à la portée des ouvriers les idées essentielles de Marx). La capitale mise à part, l'importance du mouvement semble en partie au moins liée au degré d'industrialisation: ainsi à Verviers, une véritable lutte de classes avait opposé dès 1844 le peuple entraîné par quelques bourgeois radicaux, et l'aristocratie financière; en 1848, la cité lainière était considérée comme la ville où les républicains étaient le plus à craindre.

Les diverses sociétés démocratiques entretenaient des rapports réguliers, par l'échange de journaux, les contacts entre leaders et surtout l'organisation de banquets (très frugaux) réunissant dans l'une puis l'autre ville des dizaines de militants de tout le pays. A leurs yeux, l'obtention de réformes sociales était conditionnée par des transformations de nature politique et la propagande républicaine accaparait donc une très grande part de leur énergie. Ce type de revendications était trop éloigné des soucis quotidiens de la masse ouvrière pour que les radicaux puissent la gagner à leur cause. Le très faible niveau d'instruction du peuple rendait d'ailleurs leur action fort ardue, et elle était en outre entravée par une surveillance policière incessante. Le mouvement fut décapité quand la répression commença à s'exercer; des fonctionnaires perdirent leur emploi, les animateurs des principaux groupes subirent les foudres d'une justice partisane. Inculpés de complot contre l'État, plusieurs seront condamnés à de lourdes peines de prison, quelques-uns à mort (dont Spilthoorn, Tédesco, Esselens ... Incarcérés à Huy, ils furent graciés et libérés dans les années '50). Après les années de persécution, certains rejoindront la gauche libérale, d'autres poursuivront leur carrière militante jusque dans les rangs de l'Internationale; endurcis et aigris, comme Esselens, ils sont souvent les soutiens des tendances les plus extrémistes.

L'activité qu'ils avaient déployée en 1848-49 dans des conditions pénibles, si elle n'aboutit pas immédiatement, eut au moins le mérite de diffuser les doctrines socialistes et d'éveiller une nouvelle génération de militants, celle qui domina la scène jusqu'au dernier quart du siècle. Un Brismée, alors âgé de trente ans, participa aux banquets démocratiques, un Steens commença à se manifester à Gand, et c'est sans doute par l'exemple des "quarante-huitards" qu'une dizaine d'années plus tard quantité de pionniers seront amenés à militer. Enfin, c'est aussi dans l'effervescence de 1848 que, imitant les réalisations parisiennes, Nicolas Coulon entreprit (avec Pellerin et Brismée) d'unifier les diverses coopératives artisanales créées alors à Bruxelles, au sein de la "Fraternelle": le théoricien de cette fédération, Gérard Mathieu, mit l'accent sur l'importance de la coopération comme principe de base d'une société nouvelle; sept sociétés de métier de l'artisanat moyen prirent part à cette expérience.



L'échec du mouvement de 1848 a laissé bien des militants amers. Le député de Tournai Adelson Castiau, seule voix de la démocratie au Parlement, a quitté celui-ci par principe. Les organisations dépérissent très vite, partout. Aucune des coopératives fondatrices de "La Fraternelle" n'existe encore en 1854. Ses membres (ils sont moins de dix, tous artisans) dissolvent alors celle-ci et avec l'aide d'exilés français (nombreux à Bruxelles depuis le coup d'État de Bonaparte), fondent "L'Affranchissement", association pour la promotion des enterrements civils ... Ce changement de cap a de quoi surprendre, et pourtant. Il correspond à une croissance décisive de l'anticléricisme militant qui, partie de la mouvance libérale (notamment des Loges qui en sont les piliers), gagne les cénacles républicains socialistes. Ecoeurés par l'alliance entre l'Eglise et le Pouvoir (encore renouvelée dans la France de Napoléon III), convaincus de la nécessité de contrer la propagande cléricale pour hâter l'émancipation sociale, indignés des entraves mises par le clergé et certaines autorités aux manifestations de leurs principes laïcs, ces militants donnent la priorité à la défense de la libre pensée.

Au fur et à mesure que se développe "L'Affranchissement", des tensions naissent entre les partisans d'une politique sociale plus active et ceux qui comme Pellerin ou Coulon estiment désormais que créer des mutuelles ou des coopératives ne ferait que retarder la révolution. Les premiers fondent en 1857 une autre association funéraire sous la direction de Brismée, "Les Solidaires". Ses membres (dont De Paepe) créent en 1860-61, entre autres sous-sections, un groupe spécifiquement politique et économique, "Le Peuple", au sein duquel naîtra cinq ans plus tard la section bruxelloise de l'AIT. Outre cette ligne directe qui va de "La Fraternelle" à l'Internationale, via les sociétés rationalistes, il importe de noter la permanence de ces dernières - tout au long de la seconde moitié du siècle - et leur rôle de lieu de rencontre pour les démocrates de toutes nuances. En dépit de leurs conceptions différentes et de leur appartenance à d'autres groupes parfois divergents, ces hommes se retrouvaient dans un même militantisme anticlérical, au sein de sociétés collaborant régulièrement (les oppositions entre elles tenaient souvent aux incompatibilités personnelles des fondateurs et animateurs). Elles permirent même que se côtoient longtemps les premiers socialistes et certains bourgeois libéraux plus ou moins progressistes. Elles assurèrent aussi la continuité entre les divers regroupements de travailleurs, après comme avant l'Internationale: la plupart des cadres bruxellois du P.O.B. à sa naissance sont membres des "Cosmopolitains", société rationaliste créée en 1875 par des libres penseurs désireux de combiner davantage propagande laïque et action politique.

L'anticléricisme n'est pas le seul apport idéologique de cette période au socialisme belge. C'est un aspect essentiel, bien sûr, car au contraire de toutes les théories des penseurs du siècle, il sera partagé, et lui seul, par tous les militants du socialisme naissant. C'est aussi dans les années 1860 que grandit l'influence proudhonienne (perceptible dès 1848). Proudhon vécut alors quatre années en Belgique, il se lia avec Félix Delhasse et d'autres radicaux, sans qu'ils adhèrent pour autant à ses idées. Mais sa pensée allait orienter l'évolution intellectuelle de jeunes démocrates comme les sociologues Hector Denis, Guillaume De Greef, et plusieurs des futurs dirigeants de la section belge de l'AIT. De Paepe est dans sa période proudhonienne lorsqu'il prononce son discours fleuve de Pattignies, devant les paysans de ce village namurois entré dans l'Histoire par la grâce de Joseph Henry, fondateur du "Cercle des cultivateurs ardennais", communiste et athée.

On est en décembre 1863, De Paepe a vingt-deux ans et son exposé retentissant (par la publicité qui lui fut donnée ensuite) marque le début de sa popularité; il y plaide pour une société basée sur les principes autonomistes, une économie gérée par la fédération des communes. Comme d'autres socialistes belges, De Paepe n'est pas non plus insensible aux thèses du baron belge de Colins, décédé en 1859 à Paris (où il avait vécu une grande partie de sa vie mouvementée). Son principal disciple n'était autre que le vieux révolutionnaire Louis De Potter, dont le fils Agathon poursuivra plus tard la diffusion des idées colinsiennes. Généreux et utopiques comme tant d'autres systèmes réformateurs de l'époque, plus indigestes que la plupart, les ouvrages de Colins définissent un "socialisme rationnel", première manifestation du collectivisme en Belgique mais un collectivisme où la liberté réelle de tous est la primauté absolue, la base de l'organisation sociale nouvelle. Des conceptions similaires sont également développées alors par le Flamand Napoléon De Keyser, qui prône un collectivisme agraire au niveau des communes.

Quelques artisans et ouvriers autodidactes ont sans doute été touchés, au moins indirectement, par les théories de ces penseurs. Mais c'est plus l'action de propagande, les besoins pratiques d'organisation qui auront pu sensibiliser une petite partie des travailleurs lorsqu'à la fin des années '50 renaît un mouvement social pour ainsi dire inexistant depuis 1849. Cela se fera lentement. A Gand, les ouvriers du textile créent en 1857 deux syndicats industriels après plusieurs grèves importantes qui témoignent de leur combativité: ces syndicats formeront plus tard la section locale de l'AIT. A Bruxelles, une partie des associations professionnelles adhère en 1859 à une "Association Générale Ouvrière" (elle tentera à ses débuts de s'implanter en Hainaut). La direction franchement modérée et apolitique de la Générale Ouvrière est vite contestée par les délégués de l'artisanat moyen, plus radicaux, qui la quittent pour créer en 1862 "Les Ouvriers réunis" (tôt disparus). La propagande de l'association "Le Peuple" n'est pas étrangère à cette scission: les socialistes veulent renforcer les associations de métier mais en les orientant vers une action plus revendicative.

"Le Peuple" lance en 1863 une campagne pour le droit de vote (contre l'avis de Coulon et Pellerin, qui créeront bientôt leur "Cercle populaire"). Elle atteint diverses régions, dont Verviers: animées par le poète Corneil Gomzé, une ligue "La Réforme par l'action" et une "Fédération ouvrière" (l'une et l'autre éphémères) y naissent en 1865; les futurs dirigeants des "Francs Ouvriers", section de l'Internationale, en font partie. Ici comme à Bruxelles, le

mouvement bénéficie encore du soutien actif d'une partie des libéraux progressistes; il le perdra lorsqu'à ces timides signes annonciateurs du réveil aura succédé l'explosion de l'AIT.

Il ne faut pas surestimer l'importance des organisations ouvrières qui se (re)constituent dans les années 1860, et encore moins les mouvements sociaux en général jusqu'à cette époque. Avant 1867 (année où la coalition cesse officiellement d'être un délit), la révolte est l'exception dans un monde ouvrier caractérisé par sa passivité. Passivité compréhensible hélas, quand on songe notamment à l'inhumanité de la condition des premières générations de prolétaires, à la faiblesse qui en découle. D'immenses masses épuisées par d'interminables journées de travaux harassants, entassées la nuit dans des réduits abjects, souffrant souvent la faim et le froid, dépourvues de toute instruction, littéralement abruties par la misère physique et morale. Parfois, l'excès de souffrance les fait se soulever, brutalement, dans un sursaut d'énergie. C'est la grève. Tantôt contre une réglementation nouvelle qui aggravera encore leur détresse, tantôt "sans motif précis" - comme s'il en fallait un! - contre leurs exploités, contre ce système qu'ils subissent sans bien le comprendre dans toute sa dureté, contre l'atrocité de leur sort. Instinctifs, sauvages, inorganisés à tous égards, ces mouvements se produisent de manière sporadique dans les bassins miniers par exemple - toujours avec le même insuccès et les mêmes suites tragiques.

Car le patronat et les autorités - ce pouvoir si soucieux en d'autres circonstances de ne pas intervenir dans les rapports entre travail et capital - s'entendent pour punir sévèrement les fureurs ouvrières. La troupe et la gendarmerie n'hésitent pas à tirer sur les "émeutiers", les patrons d'une région mettent à l'index les "fortes têtes", le pouvoir emprisonne et poursuit les "meneurs". La grève cessait après quelques jours ou quelques semaines sous l'aiguillon de la faim puis la répression judiciaire achevait de replonger la masse dans son apathie. L'Eglise la maintenait dans son ignorance et la mentalité même des prolétaires, empreinte de leurs origines rurales ou artisanales, restait éloignée d'une conscience de classe. Quels efforts durent accomplir, dans pareilles circonstances, les premiers militants ouvriers, pour se forger les armes d'un combat efficace. Quelle audace (quelle inconscience?) leur fallut-il pour conduire les premières luttes, risquant l'enfermement pour déchirer un instant le silence soumis. Deux mille travailleurs belges environ seront poursuivis entre 1830 et 1867 pour faits de grève, quinze cents condamnés à des peines de prison, des dizaines tués lors de manifestations. L'honneur de la classe laborieuse du siècle passé réside aussi dans cet impressionnant martyrologue anonyme, plus qu'ailleurs peut-être.

Quant aux mentalités particularistes, la pauvreté intellectuelle, la passivité ou l'instinct de révolte plus que d'organisation, tous ces freins à la constitution d'une formation large et puissante, les pionniers du socialisme y furent longtemps confrontés. Entre la fin de leur "traversée du désert", lors du déploiement de l'Internationale, et les débuts du P.O.B., vingt ans s'écoulaient au cours desquels les théoriciens, promoteurs et dirigeants bruxellois des rassemblements successifs doivent faire face aux réalités du prolétariat industriel wallon, en partie inaccoutumé à l'organisation, indifférent voire rebelle aux conseils de discipline et de tactique, davantage sensible aux discours révolutionnaires. Durant ses premières années, le Parti Ouvrier affronte à son tour ces obstacles.

## **UN SEUL PARTI POUR TOUS LES TRAVAILLEURS**

L'objectif des fondateurs du P.O.B. est d'organiser l'ensemble de la classe ouvrière du pays entier dans une action concertée, entre autres pour la conquête du pouvoir politique. Or au printemps 1886, quand débute à peine sa propagande (*Le Peuple* a été créé quatre mois plus tôt), voici que le prolétariat wallon participe en masse à une immense émeute anarchique. Excepté Verviers (étrangement calme durant ces journées bouillantes), tout le sillon industriel est secoué par un mouvement de grève générale, dans la lignée des actions sauvages de jadis mais avec une ampleur jamais vue. L'intensité de la crise économique qui frappe alors les travailleurs explique cette vaste "bourrasque sociale". Parti de Liège le 18 mars (à l'occasion d'une commémoration de la Commune organisée par un cercle anarchiste), l'incendie gagne le Hainaut huit jours plus tard. C'est une terrible déflagration de violence désespérée : cortèges tumultueux, destruction d'usines et pillages de propriétés patronales, mort de vingt-quatre manifestants sous les balles, arrestations massives ...

L'émeute s'éteint début avril. Tout en stigmatisant la répression sanglante d'un général Vandersmissen, tout en comprenant la colère prolétarienne, les dirigeants du P.O.B. regrettent cette révolte incohérente et vouée à l'échec, ce sang versé en pure perte. En fait, on sait depuis qu'elle eut à moyen terme des résultats concrets puisque le pouvoir apeuré rompit avec son traditionnel "laissez-faire" et vota une première série de lois sociales (bien timides encore). En 1886, il est cependant hors de question que le jeune P.O.B. se reconnaisse dans ce type d'actions désordonnées. Après l'explosion de mars, les socialistes reprennent certes à leur compte la menace de la grève générale (pour ne l'utiliser que plus tard, et autrement) mais surtout ils s'emploient dans les semaines et mois suivants à canaliser l'énergie formidable des masses wallonnes dans la propagande pour le suffrage universel, dans la mise en place de multiples sections et fédérations de parti, dans la création de coopératives et de syndicats. Ce n'est pas sans mal qu'ils parviendront à grouper définitivement dans leurs rangs le gros des travailleurs wallons décidés à lutter; beaucoup restent rétifs au patient travail d'organisation précédant nécessairement, dans l'optique proposée par le P.O.B, l'émancipation sociale.

La direction du parti devra encore faire face en 1887 à une importante dissidence radicale : un tiers des sociétés

affiliées, cinquante-six groupes exactement (la plupart hennuyers, dont tous ceux du Borinage), l'abandonnent en août pour former sous la conduite d'Alfred Defuisseaux un Parti Socialiste Républicain. Le P.S.R. prône la grève générale immédiate, lance des mots d'ordre extrémistes mais ... est infiltré par des agents de la Sûreté; faute d'offrir des perspectives sérieuses, il échouera vite. Les scissionnaires sont résorbés dès 1889 : le P.O.B. peut - enfin - se présenter légitimement comme l'incarnation de la classe ouvrière unie. Alors seulement, une page de l'histoire du socialisme belge est tournée.

Pendant près d'un siècle, les différences de tempéraments entre Flamands, Bruxellois et Wallons auront souvent l'occasion de se manifester au sein du P.O.B. puis du P.S.B. On l'a vu, elles datent des années mêmes de gestation et de formation des Partis Socialistes puis du Parti Ouvrier. Bien d'autres caractères du socialisme belge ont leur origine dans sa longue "préhistoire". L'organisation que se donne le P.O.B. en août 1885 à Anvers est à base plus syndicale, coopérative et mutualiste que politique; les buts qu'il se fixe sont les droits politiques et le bien-être matériel des ouvriers, via l'obtention d'une longue série de réformes économiques et politiques "immédiates". S'il adopte un programme extrêmement pragmatique, c'est pour qu'il soit acceptable par l'ensemble des groupes hétérogènes qui le fondent ou qu'il espère rallier, c'est parce qu'il craint de rééditer les essais malheureux d'unification tentés auparavant autour de dogmes trop affirmés. Si sa structure interne est relativement lâche, les pouvoirs statutaires du Conseil général en principe peu étendus, n'y a-t-il pas là une réminiscence des thèses autonomistes auxquels adhèrent plusieurs de ses initiateurs, une volonté de tenir compte de leur persistance dans certaines régions?

Le nouveau parti entend bien sûr participer aux luttes électorales (l'expérience de l'abstentionnisme est bien dépassée) mais comme le P.S.B. en 1879, le P.O.B. dix ans plus tard ne repousse pas le principe de la grève générale (il y aura recours d'ailleurs) dans le même souci de ne pas se couper de ces éléments plus radicaux qui séduisent aisément les masses depuis deux décennies et plus. Son programme initial vise à long terme "la possession en commun du sol et du sous-sol et des instruments nécessaires": il est dans la lignée de ses devanciers. Enfin l'organisation socialiste se ferme aux sociétés non ouvrières mais en même temps n'interdit pas aux groupes affiliés la conclusion d'accords électoraux avec les libéraux progressistes : c'est que les deux tendances ont fréquemment collaboré depuis 1848 (un De Paepe resta même longtemps membre de l'Association libérale). A l'inverse, le P.O.B. ne regroupera jamais la totalité des militants ouvriers : il est contesté dès sa naissance (comme ses prédécesseurs) par des cercles anarchistes peu nombreux mais dynamiques, héritiers des Coulon et Pellerin; d'autre part, son anticléricalisme (bien ancien) éloignera de lui des travailleurs croyants - malgré les contradictions fondamentales des organisations démocrates-chrétiennes et la duplicité de tant de leurs dirigeants.

On a pu parler d'un "socialisme mixte, à la fois mutualiste et marxiste, qu'on appelle collectivisme" (E. Halévy) puis d'un Parti Ouvrier aux idées floues et confuses. Cet indéniable éclectisme doctrinal est le reflet de la pluralité des gènes du socialisme belge comme de la diversité de ses composantes. C'est une multiplicité de théories socialisantes ou socialistes qui court sur le demi-siècle précédant 1885. Ce sont des hommes aux idées bien différentes, aux liens fort inégaux avec la classe ouvrière ou la bourgeoisie progressiste, qui posent durant ces décennies les pierres angulaires (parfois mal calibrées) de l'organisation des travailleurs. Le P.O.B. est en quelque sorte l'écume de ce bouillonnement idéologique et organisationnel mêlé des cris des colères ouvrières. Le "génotype" du socialisme belge éclaire bon nombre de ses comportements ultérieurs. Entre autres choses, une connaissance élémentaire de la préhistoire du P.O.B. (fort peu répandue aujourd'hui) pourrait sans doute éclairer la perception du socialisme par les générations actuelles.

A bien des égards d'ailleurs, cette relecture n'est pas sans intérêt. N'y voit-on pas à plusieurs reprises les militants se dégager de dogmes dépassés par une société en mutation, abandonner des stratégies inadaptées à la réalisation d'objectifs nouveaux, rompre avec des mythes? Et en ces temps de crise grave, en présence de plus d'un demi million de chômeurs, n'assiste-t-on pas à un retour en force dans plusieurs secteurs de cet égoïsme corporatif qui au siècle dernier retarda tant la formation d'un mouvement efficace soucieux du sort de tous? A un autre point de vue, ne faut-il pas rappeler davantage que c'est le monde socialiste, et non chrétien, qui élaborait au XIX<sup>e</sup> siècle les projets d'émancipation sociale, créa - et recréa si souvent - les organisations de lutte, fournit enfin les forces qui arrachèrent à la bourgeoisie les droits politiques et sociaux (certains moins de dix ans après la naissance du P.O.B.)? Entre deux anniversaires, les socialistes ont peut-être trop tendance à laisser le terrain de cette histoire à leurs concurrents, qui ne manquent pas de l'occuper. Le socialisme contemporain peut pourtant encore tirer profit de ses pionniers. Non des récits légendaires et des déferlements lyriques à usage commémoratif, du "portrait en carton-pâte" d'un passé donné pour modèle, mais bien d'une histoire réaliste et lucide, à l'opposé de l'exaltation passéiste. Une histoire s'efforçant de restituer à tous, dans sa complexité, la réalité d'hier pour qu'elle soit confrontée à notre réel, en ce sens une histoire engagée dans le présent.

### **Orientation bibliographique**

Il n'existe pas, en français, de synthèse récente sur le mouvement ouvrier socialiste en Belgique avant la fondation du P.O.B. Aussi les ouvrages de Bertrand restent-ils essentiels au moins pour certains épisodes de cette "préhistoire" (*Histoire de la coopération ...*, Bruxelles, 2 vol., 1902-1903 et *Histoire de la démocratie et du socialisme ...*, Bruxelles, 2 vol., 1906-1907). Depuis, bien des ouvrages et articles ont été consacrés en tout ou

en partie à l'un ou l'autre aspect de la question; une liste exhaustive serait trop longue, on ne trouvera ici qu'une sélection des travaux francophones les plus importants et les plus accessibles. On consultera avec fruit les bibliographies de B. Dandois, *Dix ans d'histoire sociale en Belgique*, 1960-1969 dans *Le Mouvement social*, 1970, n° 71 et D. Deweerdt, *Socialisme en Socialistische arbeidersbeweging in België*, Bruxelles, 1979, continué dans *Socialistische Standpunten* - ainsi que l'article de J. Puissant, *L'historiographie du mouvement ouvrier* dans *Histoire et historiens ...*, Revue de l'ULB, 1981, p. 175-192. Le retour aux sources est néanmoins souvent nécessaire; outre les nombreuses brochures conservées à l'Institut Emile Vandervelde (surtout pour la période 1865-1885), on consultera notamment les documents publiés par H. Wouters (*Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1830-1853, 1853-1865, 1866-1880*, 7 vol. édités par le Centre Interuniversitaire d'Histoire contemporaine, Cahiers n° 27, 40 et 60), C. Oukhow (*Documents relatifs à l'histoire de la Ire Internationale en Wallonie*, Cahier n° 47 du CIHC), H. Lhoest-Offerman (*Recueil de documents relatifs à la propagande des mouvements socialistes à Bruxelles au XIX<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, 1967) et J. Freymond (*La Ire Internationale. Recueil de documents ...* Genève, 1962 et 1971, 4 vol. - cet ouvrage contient des notes du plus haut intérêt).

J. Kuypers a étudié *Les égalitaires en Belgique : Buonarotti et ses sociétés secrètes* (Bruxelles, 1960) et consacré deux articles dans *Socialisme aux révolutionnaires des années 1845-1848 (Les Liens d'amitié de Karl Marx en Belgique*, 1963, n° 58 et *La contribution de V. Tédesco à l'élaboration du Manifeste communiste*, 1964, n° 61). Un autre excellent historien de cette période était J. Bartier, dont les principaux articles intéressant notre propos ont été réunis en 1981 dans le recueil posthume *Libéralisme et socialisme au XIX<sup>e</sup> siècle*, indispensable tout comme le travail de F. Sartorius sur *L'Association démocratique 1847-1848* paru en 1976 dans *Socialisme* (n° 135 et 136). De Bartier toujours, on lira les articles sur les associations laïques dans *L'Histoire de la Laïcité* (Bruxelles, 1979) ainsi que les contributions de Ph. Moureaux et E. Witte dans le même ouvrage. *Le rôle de l'anticléricalisme dans le développement de la gauche belge*, par A.H. Kittel (*Socialisme*, 1962, n° 53) est très éclairant. A signaler encore, pour la période antérieure à la Ire Internationale, l'article de R. Demoulin, *De la presse radicale aux premiers organes ouvriers* (dans *La presse ouvrière ...*, Bibliothèque... de la Révolution de 1848, 1966) et les ouvrages du spécialiste de Colins, J. Rens (notamment *Introduction au socialisme rationnel de Colins*, Neuchâtel, 1968). Enfin, le mouvement démocratique a été étudié avec soin dans deux villes wallonnes, Liège (C. Christophe, *Les idées sociales et démocratiques à Liège de 1848 à 1855*, mémoire ULg, 1963) et Verviers (C. Desama, *Note sur le mouvement démocratique à Verviers en 1848*, dans le *Bull. de l'Institut Archéologique Liégeois*, 1972, p. 271-304).

Outre les recueils de documents signalés plus haut, on peut voir pour la Ire Internationale les lettres publiées et annotées par B. Dandois (*Entre Marx et Bakounine César De Paepe*, Paris, 1972 ; *Vingt lettres sur l'AIT en Belgique* dans *Le mouvement social*, 1968, n° 62). Le rapport de J. Dhondt et C. Oukhow au Colloque de Paris en 1964 (*L'AIT, institution, implantation, rayonnement*, Paris, 1968) donne une bonne vue d'ensemble de la section belge. Plusieurs études portent sur l'AIT dans l'une ou l'autre région, entre autres Bruxelles (H. Collin-Dajch, *Contribution à l'étude de la Ire Internationale à Bruxelles* dans *Cahiers Bruxellois*, 1956, p. 109-146), le Borinage (J. Puissant, *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*, Bruxelles, 1982, chap. 2), le Hainaut en général (L. Henneaux-Depooter, *Misères et luttes sociales dans le Hainaut 1860-1869*, Bruxelles, 1959), Liège (M. Zanatta, *La Commune de Paris et ses échos à Liège*, mémoire ULg, 1971), Verviers (T. Pirard, *Le mouvement ouvrier verviétois... 1867-1874*, mémoire UCL, 1971). F. Sartorius et J.L. De Paepe ont publié plusieurs articles dans la *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, la *Revue belge d'Histoire militaire* et *La Vie wallonne* sur les proscrits de la Commune réfugiés en Belgique, de même que D. Deweerdt dans *Socialisme*. Plus général mais exposant bien les conflits doctrinaux et les rapports de force au sein de l'AIT, on peut lire enfin M. Molnar, *Le déclin de la Ire Internationale*, Paris, 1963.

D'une manière générale, c'est pour la période entre le déclin de l'AIT et la naissance du P.O.B. que les informations concernant les socialistes wallons sont les moins nombreuses, l'historiographie étant surtout flamande et bruxelloise dans ce cas. Deux ouvrages en néerlandais traitent des premiers Partis socialistes et de la création du Parti ouvrier: D. Deweerdt, *De Belgische Socialistische arbeidersbeweging... 1872-1880* (Antwerpen, 1972) et E. Mommen, *De Belgische Werkliedenpartij 1880-1914* (Gent 1980). En français, on verra l'article de M. Stejnberg, *La fondation du POB et le ralliement de la classe ouvrière à l'action politique, 1882-1886*, paru dans *International review of social history*, 1963, n° 2 et les premières pages de M. Liebman, *Les socialistes belges 1885-1914* (Bruxelles, 1979), qui contiennent une présentation succincte du phénomène. Plusieurs documents doctrinaux sont publiés dans R. Abs, *La charte de Quaregnon (...)*, Bruxelles, 1980.